

# En mars, le gouvernement a lancé l'achat de gaz lacrymogènes plutôt que des tests du coronavirus

13 avril 2020



L'usage des drones pour surveiller les citoyens se généralise par ailleurs. Le ministère de l'Intérieur lance un autre appel d'offres pour ces engins volants.

---

Etrange choix du gouvernement français, en mars.

Le 3 mars, il a publié l'appel d'offre de gaz lacrymogènes pour plus de 3,6 millions d'euros, « au profit de la police nationale et de la gendarmerie nationale », précisément des « Aérosols CS à diffusion dispersive petite capacité (40 à 50 ml) », des « Aérosols CS à diffusion dispersive moyenne capacité (300 ml) » et des « Aérosols CS à diffusion dispersive grande capacité (500ml) ».

► Télécharger l'avis d'achat :



Avis d'achat d'aérosols  
lacrymogènes 3 mars  
2020.

En revanche, ce n'est que le 28 mars que le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé que le gouvernement avait commandé 5 millions de tests rapides du coronavirus.

## L'usage des drones pour surveiller les citoyens se généralise

Le 12 avril, par ailleurs, le ministère de l'Intérieur a lancé un autre appel d'offre pour des drones de surveillance, pour un montant total de 3,8 millions d'euros : des « microdrones du quotidien » et des « drones de capacité nationale ».



Drone testé devant le préfet de police Didier Lallement le 21 mars 2020.

"Check News", de *Libération*, a fait **un point précis sur cette commande de drones** :

L'appel d'offres du ministère fixe un accord-cadre sur quatre ans, et se décompose en quatre lots :

. les 565 « *micro-drones du quotidien* » doivent faire moins d'un kilo, pouvoir voler pendant vingt-cinq minutes minimum, et à une hauteur de 100 mètres en étant discret. Ils doivent filmer en 4K ou UHD, et avoir une caméra thermique tout en transmettant à 3 kilomètres au moins.

. les 66 drones « *de capacité nationale* » sont plus massifs (8 kilos maximum) mais également discrets à 120 mètres. Ils doivent embarquer un objectif filmant à 500 mètres (avec un zoom x30 de jour), voler vingt minutes sans recharge et transmettre au moins à 5 kilomètres.

. la vingtaine de « *nano-drones spécialisés* » doivent peser moins de 50 grammes, avoir vingt-cinq minutes minimum d'autonomie et transmettre leurs images à 2 kilomètres minimum.

Dans le contexte de crise sanitaire, l'utilisation de drones se généralise pour vérifier le respect des mesures de confinement. La Quadrature du Net a recensé plusieurs villes où les forces de l'ordre ont recours à ce dispositif. Une expérience de ce type, **commencée à Nice**, a par exemple été étendue à tout le département des Alpes-Maritimes où une entreprise privée de drone épaulé policiers et gendarmes, selon l'agence spécialisée AEF.

Dans d'autres cas, d'après l'agence, ce sont les drones de la gendarmerie qui sont utilisés, notamment sur les littoraux de Charente-Maritime, des Côtes-d'Armor, de Corse, du Pas-de-Calais, de Loire-Atlantique, du Var, ou encore « *sur les berges du Doubs, en Haute-Garonne, ainsi qu'aux abords du lac du Bourget (Savoie)* ».

► **Source :** *Reporterre*

► **Photo :** [Gaz à Chambéry le 15 février 2020 \(Extinction Rebellion Chambéry\)](#)

. drone de la préfecture de police : [AFP TV](#)

**Lire aussi :** [Le gouvernement commande 40.000 grenades](#)

- [Emplacement](#) : [Accueil](#) > [Info](#) >
- [Adresse de cet article](#) : <https://reporterre.net/En-mars-le-gouvernement-a-lance-l-achat-de-gaz-lacrymogenes-plutot-que-des-tests-du>